



15 Juillet 2023

De: Organisations de la société civile cambodgienne dans le monde
À: Chefs d'État et de gouvernement étrangers

Re: Les gouvernements étrangers ne doivent pas reconnaître les résultats du simulacre d'élections nationales au Cambodge

Votre Excellence:

La communauté khmère du monde entier s'est réunie aujourd'hui à Long Beach, en Californie, à l'occasion d'un forum hybride intitulé "Forum Khmer pour la Démocratie: Et maintenant, que fait-on" ? Les membres de la communauté ont renouvelé leur engagement à défendre le Cambodge avec le "Serment d'Engagement de la Communauté Khmère" et ont publié cette lettre commune actualisée de la société civile mondiale, expliquant pourquoi la non-reconnaissance des élections est la seule ligne de conduite possible qui ait un sens.

Nous fournissons ci-dessous une mise à jour sur la façon dont les élections, comme l'ont déterminé les Nations Unies, ne peuvent pas être considérées comme libres, justes ou légitimes en raison de la campagne généralisée et approfondie de répression sévère de Hun Sen, en tenant compte en particulier de ce qui suit:

1. Une récente série de rapports et de déclarations d'agences et de fonctionnaires de haut niveau (y compris le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) des Nations Unies, des Etats-Unis et de l'Union européenne ont constaté que des élections libres, équitables et légitimes au Cambodge sont impossibles en raison de la campagne de répression menée depuis longtemps et de manière approfondie par le gouvernement de Hun Sen pour éliminer toute opposition politique significative, et pour détruire la libre expression des opinions et le libre choix de la société civile;
2. Les résultats d'un effort de surveillance et d'information de la communauté khmère, démontrant et documentant le refus du gouvernement de Hun Sen de prendre des mesures positives significatives pour mettre en œuvre le "Plan d'action des mesures de réforme" recommandé par les Nations Unies afin de rendre le processus politique plus libre et plus équitable; et,
3. Le fait déplorable que Hun Sen ait " redoublé d'efforts " dans ses abus hautement répressifs destinés à assurer sa réélection incontestée et son maintien indéfini au pouvoir, y compris la dissolution du CNRP en 2017, l'imposition le 3 mars 2023 d'une peine de 27 ans pour trahison à l'encontre du leader de l'opposition politique Kem Sokha, la poursuite des "procès criminels de masse" et des emprisonnements extrajudiciaires à l'encontre d'autres dirigeants politiques, de détracteurs du gouvernement et de journalistes indépendants, ainsi que la récente interdiction faite au Parti de la bougie (Candlelight Party), le principal parti d'opposition et le seul challenger crédible, de se présenter aux prochaines élections.



La communauté khmère par la présente:

- 1. Déclare invalides les élections nationales de juillet.**
- 2. Appelle les gouvernements étrangers et la communauté internationale à ne pas reconnaître les résultats des élections de 2023 et à refuser la légitimité à tout gouvernement issu d'élections factices et illégitimes, comme l'ont déclaré les Nations Unies.**
- 3. Appelle les gouvernements étrangers et la communauté internationale à imposer des sanctions commerciales jusqu'à ce que des réformes significatives soient mises en place pour permettre la tenue d'élections libres et équitables.**
- 4. Invite la communauté khmère et les autres défenseurs des droits de l'homme à s'engager à utiliser toutes les plates-formes et tous les forums disponibles au niveau international pour contester la campagne de violations des droits de l'homme et de l'État de droit menée par Hun Sen.**
- 5. Appelle la communauté khmère, les États membres et les autres défenseurs des droits de l'homme à condamner fermement le gouvernement cambodgien et à lui demander des comptes pour ses abus de pouvoir inacceptables, en commençant par l'Examen Périodique Universel du Cambodge, prévu en avril 2024, qui sera conduit par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.**

Nous demandons à la communauté internationale de prendre les mesures susmentionnées pour exercer une pression internationale sur le régime de Hun Sen jusqu'à ce que des progrès raisonnables soient accomplis pour se conformer aux mesures de réforme recommandées par les Nations Unies et qu'un retour aux droits de l'homme, à la démocratie, à l'État de droit et à une représentation véritable et légitime du peuple cambodgien soit assuré.